



Argentine : soutien aux personnels de l'éducation

vendredi 15 décembre 2023, par [CGT educ'action](#)

Au lendemain de l'investiture de Javier Milei à la présidence argentine, la FERC-CGT exprime sa vive inquiétude devant cette nouvelle étape de l'avancée de l'extrême-droite dans le monde. Se présentant lui-même comme « anarcho-capitaliste », M. Milei est un « libertarien », stade suprême du néolibéralisme sans contrôle, bien en phase avec Trump et Bolsonaro qu'il admire.

Il est à craindre que les premières mesures du nouveau président visent très vite le droit à l'avortement, les services publics, le système de retraites...

Dans le domaine de l'Éducation, le programme de « la Libertad Avanza », la plateforme électorale de M. Milei, annonce clairement le désengagement de l'État.

Lire la suite du communiqué de la FERC-CGT en cliquant sur l'image ci-dessous :



Argentine : soutien aux personnels de l'Éducation.

Au lendemain de l'investiture de Javier Milei à la présidence argentine, la FERC-CGT exprime sa vive inquiétude devant cette nouvelle étape de l'avancée de l'extrême-droite dans le monde. Se présentant lui-même comme « anarcho-capitaliste », M. Milei est un « libertarien », stade suprême du néolibéralisme sans contrôle, bien en phase avec Trump et Bolsonaro qu'il admire.

Il est à craindre que les premières mesures du nouveau président visent très vite le droit à l'emploi, les services publics, le système de retraites...

Dans le domaine de l'Éducation, le programme de « la Libertad Avanza », la plateforme électorale de M. Milei, annonce clairement le désengagement de l'État :

- disparition du Ministère de l'Éducation vers un secrétariat d'État
- création d'un système de « chèques éducatifs » (vouchers) qui permettraient à chaque famille de choisir l'école publique ou privée entraînant la concurrence entre les écoles ;
- décentralisation de l'éducation et gestion du budget des écoles aux parents ;
- choix par les établissements scolaires de leur propre programme ;
- suppression de l'éducation sexuelle, obligatoire en Argentine ;
- modification du statut enseignant ;
- orientation des élèves en fonction des besoins professionnels.

A contrario, les organisations syndicales de l'Éducation soutiennent le droit à l'éducation, les politiques publiques éducatives concernant la musique et le chant, l'accès au numérique et aux livres scolaires, etc. Elles réclament la création de nouvelles universités publiques et refusent la privatisation de l'école et de sa mise en concurrence.

Alors que cette investiture se déroule quarante ans après la fin de la dictature le 30 décembre 1983, la FERC-CGT exprime son soutien et sa solidarité à la population argentine, aux personnels de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche ainsi qu'aux membres des syndicats et des mouvements sociaux, à toutes celles et tous ceux qui subiront et souffriront des politiques régressives qui s'annoncent.

Montevideo, le 12 décembre 2023